

En Bolivie, de nombreux actes de corruption du régime putschiste d'Áñez font l'objet d'enquêtes

Image not found or type unknown



La Paz, 4 février (RHC) Le Bureau du Procureur général de l'État de Bolivie a indiqué qu'il enquête sur plus de 15 affaires de corruption commises sous le gouvernement de facto de Jeanine Áñez.

Le Procureur général de l'État de Bolivie, Wilfredo Chávez, a déclaré que cette instance avait ouvert une quinzaine d'enquêtes sur des faits de corruption commis sous le gouvernement de facto, qui a dirigé la

soi-disant "présidente par intérim" Jeanine Áñez, en moins d'un an au pouvoir.

Dans des déclarations à la radio Patria Nueva, recueillies par les médias locaux, Chávez a révélé que parmi les enquêtes ouvertes sur la gestion du gouvernement putschiste, on peut signaler la manipulation anormale de 11 millions de Boliviens (un peu plus de 1,5 million de dollars) d'achats à Gisements Pétrolifères Fiscaux Boliviens (YPFB), paiements irréguliers à Entel S.A., entreprise publique de télécommunications, logements, entre autres.

"C'est un grand nombre d'enquêtes que nous menons", a déclaré le Procureur Général, qui a averti que pendant le gouvernement de facto qui a pris le contrôle du pays entre le 12 novembre 2019 et le 8 du même mois de l'année suivante- l'Étta a été laissé sans défense » parce que les fonctionnaires de l'ancienne administration ont "donné la priorité à la persécution politique et aux dépenses dispendieuses"

Le fonctionnaire a cité d'autres cas possibles de corruption, en l'occurrence des abus de pouvoir de la part du Bureau du Procureur lorsqu'ils ont versé, au cours de leur dernière journée de travail, 90000 boliviens (près de 13000 dollars) "au titre des frais de voyage et de subsistance", et qu'ils ont effectué en 24 jours "un déboursement d'argent de plus de 11,2 millions".

La paralysie de la centrale thermoélectrique de la centrale de Bulo, située à la périphérie de Cochabamba, et la destruction d'une coûteuse turbine thermoélectrique pourraient constituer un autre cas, a-t-il ajouté, puis il faut ajouter à la liste "l'achat irrégulier de 170 respirateurs" pour les patients boliviens du nouveau coronavirus, responsable de la COVID-19.

Il a dénoncé les achats effectués par YPFB pour l'installation et le fonctionnement d'hôpitaux mobiles censés être destinés aux employés du gisement pétrolier contaminés de la COVID-19, ce qui, selon lui, "constituait une tromperie et une dépense de plusieurs millions de dollars".

Pour le fonctionnaire, le gouvernement de facto, qui s'est installé après le coup d'État ourdi contre le président Evo Morales, a pris "les entreprises stratégiques comme butin de guerre".

Avec le rétablissement de l'ordre constitutionnel en Bolivie après la tenue des élections présidentielles en octobre 2020, qui ont donné la victoire au candidat du Mouvement pour le socialisme (MAS) Luis Arce, son exécutif s'est engagé à réparer les dommages causés par le gouvernement putschiste.

(HispanTV)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/246683-en-bolivie-de-nombreux-actes-de-corruption-du-regime-putschiste-danez-font-lobjet-denquetes>



Radio Habana Cuba